



CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE ET DES FORCES DE SECURITE DE L'ETAT

VILLE D'OLLIOULES

Entre :

La **Ville d'Ollioules** représentée par son Maire, Robert BENEVENTI,
agissant en vertu de la délibération n°4.3 du Conseil Municipal du 23/05/2020 d'une
part,

Et :

Le Préfet du Var,
Le Procureur de la République,

Après avis du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulon,

Il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune d'Ollioules.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux [dispositions du I de l'article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales](#), précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'Etat sont la police nationale. Les responsables des forces de sécurité de l'Etat sont, le chef de la circonscription de sécurité publique de Toulon.

Article 1^{er}- Etat des lieux des besoins et priorités

L'état des lieux établi à partir du diagnostic préalable de sûreté et de sécurité des problématiques réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, et dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de la commune d'Ollioules, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- sécurité routière ;
- lutte contre la toxicomanie, son trafic et les addictions ;
- prévention des violences scolaires ;
- protection des commerces et centres commerciaux, des établissements financiers ;
- lutte contre les pollutions et nuisances (sonores, visuelles, dépôts sauvage).

TITRE Ier COORDINATION DES SERVICES

Chapitre Ier Nature et lieux des interventions

Article 2 – Protection des bâtiments communaux

La police municipale assure la surveillance des bâtiments communaux.

Article 3 – Surveillance des établissements scolaires

I. — La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires du ressort de la commune suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :

- Ecole maternelle « les Oliviers »,
- Ecole élémentaire « le Château »,
- Ecole élémentaire « le Marrounié »,
- Ecole primaire « Simone Veil »
- **Exceptionnellement** Collège les Eucalyptus, Externat Saint Joseph et Ecole privée « Sainte Geneviève ».

I.BIS - La Police Nationale assure à titre principal la sécurisation des abords de l'externat Saint-Joseph, établissement scolaire ne contenant parmi ses élèves qu' $\frac{1}{4}$ d'élèves ollioulais pour $\frac{3}{4}$ d'élèves issus d'autres communes.

II. — La police municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

- Rue Arnaud Beltrame,
- Place Paul Lemoyne

Article 4 – Surveillance des foires, marchés et cérémonies

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Tous les jeudis matins et samedis matins, marchés hebdomadaires du centre-ville,
- Tous les lundis, mercredis et vendredis après-midi, marchés des producteurs sur le quartier de la Gare à la demande,
- Lors des marchés exceptionnels et nocturnes de l'été.

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune, notamment :

- Manifestations patriotiques,
- Manifestations sportives et culturelles,
- Festivités locales : fêtes de l'Olivier, Fête de la Saint Laurent, Corso fleuri, Saint Eloi, fête de la gare, fête de la soupe ...

Article 5 – Surveillance des manifestations sportives, récréatives et culturelles

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'Etat, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6 – Circulation et stationnement

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'[article L. 325-2 du code de la route](#), sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Article 7 – Contrôles routiers

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'Etat des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Notamment, la police municipale indiquera les dates et lieux de contrôle de vitesse sur les voies communales.

Article 8 – Compétence territoriale et sorties du territoire communal

l°- La police municipale est compétente sur l'ensemble de la commune. Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance des secteurs (liste non exhaustive) :

- Du quartier de la Gare ;
- Des zones pavillonnaires excentrées ;
- De la zone d'activité de la Cagnarde ;
- Du quartier des HLM la Baume, les Gerberas, la Panagia, Quiez, Saint Roch, centre ancien.../....

Dans les créneaux horaires de services suivants :

- Les lundis, mardis et vendredis de 8h00 à 12h00 et de 13h10 à 19h30 ;
- Les mercredis de 8h00 à 12h25 et de 13h10 à 19h30 ;
- Les jeudis de 6h30 à 19h30 ;
- Le samedi de 6h30 à 12h45 et de 14h45 à 18h30 ;
- Une fois par semaine, une soirée jusqu'à 1 h 30 sans exclusivité du samedi, au regard des événements particuliers se déroulant sur la commune ;

- Du 1^{er} juillet au 31 août :
 - Lundi de 8h00 à 19h00
 - Mardi, mercredi, vendredi de 8h00 à 2h00
 - Jeudi de 6h30 à 2h00
 - Samedi de 6h30 à 12h45, de 14h45 à 18h30 et de 19h00 à 2h00
- Exceptionnellement le dimanche.

II°- Les agents de la police municipale peuvent être amenés à sortir du territoire de la commune d'Ollioules armés et à bord de leur véhicule pour des nécessités impérieuses de service, notamment :

1 - Pour tenir compte du découpage territorial, les policiers municipaux peuvent traverser par le trajet le plus direct, les secteurs suivants :

- ☐ les quartiers du Baou, Les Prats, La Tourelle, Pierredon et le Lançon situés sur la commune de Sanary-sur-Mer;
- ☐ le quartier Bassaquet et la ZAC des Playes situés sur la commune de Six-fours-les-Plages;
- ☐ les quartiers Camp Laurent, la Petite Garenne et Lagoubbran situés sur la commune de La Seyne sur Mer;
- ☐ les quartiers Lagoubbran, Mont-Redon, la Beaucaire, Valbertrand et la Florane situés sur la commune de Toulon.

2 – Dans le cadre de la présentation d'un individu interpellé à un officier de police judiciaire en poste en dehors du territoire de la commune d'Ollioules.

3 – Dans le cadre d'une vacation de nature administrative ou judiciaire pour le transport d'une personne nécessitant des soins dans un hôpital situé hors de la commune.

3 bis – Dans le cadre des faits relevant de l'ivresse publique et manifeste constatés par les agents de PM et pour des raisons de protection de la personne et de préservation de l'ordre public, sur instructions de l'Officier de police judiciaire territorialement compétent, les policiers municipaux sont amenés à accompagner les personnes appréhendées sur la voie publique aux services des urgences du CHITS de Sainte Musse de Toulon. A l'issue de l'examen médical et de la délivrance du certificat médical de non hospitalisation, la personne sera conduite par les policiers municipaux à l'hôtel de police de Toulon en cellule de dégrisement. Les agents de police municipale seront autorisés à conserver leur arme de service pendant toute la durée de la mission.

4 – Lors de l'accompagnement d'un animal à la fourrière canine située sur le territoire de la commune de Rocbaron.

Au regard des nombreux commerces existants dans les secteurs du centre-ville et du centre ancien (HLM Gerberas et Saint Roch), la police municipale assurera la surveillance dans le créneau horaire de 17 h 00 à 20 h 00.

Article 9 – Modification des termes de la convention

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'Etat et le maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II Modalités de la coordination

Article 10 – Echange d'informations et participation à la cellule de veille

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, et le représentant du maire, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

Un mardi matin sur deux, en Mairie

Article 11 – Relations entre Forces de Sécurité de l'Etat et la Police Municipale

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'Etat et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 12 – Echange d'informations contenues dans des fichiers administratifs

Dans le respect des dispositions de la [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la

commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'Etat.

Article 13 – Moyens de communication entre la Police Municipale et les forces de sécurité de l'Etat.

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les [articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale](#) et par les [articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route](#), les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14 – Liaisons téléphoniques et radiophoniques entre la Police Municipale et les forces de sécurité de l'Etat.

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'Etat pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 15 – Renforcement de la coopération opérationnelle

Le préfet du Var et le maire d'Ollioules conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale d'Ollioules et les forces de sécurité de l'Etat.

Article 16 – Domaines de la coopération renforcée

En conséquence, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

— **du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et les modalités d'engagement ou de mise à disposition des moyens humains et matériels évoqués notamment lors de la réunion bimensuelle du mardi matin ;**

— du partage d'informations dans le cadre de la convention de partenariat portant partage de l'information entre la DDSP et la ville conformément à la loi du 5 mars 2007 ;

— de l'information quotidienne et réciproque par téléphone et par courriels, dans les domaines de la sécurité publique et de la tranquillité publique notamment.

Elles veilleront ainsi à la **transmission réciproque** des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines suivants :

— de la sécurité publique et la tranquillité publique.

— de la communication opérationnelle : par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur le réseau « Acropol » afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'Etat), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (Internet). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives.

De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation : A savoir qu'il est exceptionnel et ne concerne que les missions d'interopérabilité temporaire et ne répond qu'à une mission spécifique et ponctuelle. Le prêt d'un matériel radio est encadré : le service emprunteur devra signer un bon de prise en charge de matériel et prendre connaissance des règles d'usage de la radio ACROPOL et lire la notice d'emploi du portatif.

— de la vidéo protection par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine et d'accès aux images : sur réquisition de la Police Nationale, la commune d'Ollioules s'engage à fournir les extractions d'images enregistrées au moyen du système de vidéo protection de la commune ;

— des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions : **modalités définies lors des réunions bimensuelles entre représentants du maire et responsables des forces de sécurités et de la police municipale** ; La police municipale participe aux dispositifs de secours particuliers mis en œuvre et coordonnés à l'échelon départemental par la Préfecture, tels que les plans de gestion de trafic, les plans d'intervention et de sécurité.

— de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;

— de la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle pour des opérations ponctuelles, s'inscrivant dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile : la police municipale sur le territoire de la commune par convention avec une fourrière automobile agréée et la police nationale avec tous types de fourrières ;

— de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs : opérations tranquillités vacances

toute l'année par la police municipale et la police nationale, Opérations tranquillités seniors, Opérations anti hold up ;

— de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre : fête de l'Olivier, fête de la Saint Laurent, Corso fleuri, Cavalcade de la Saint Eloi, fête de la soupe ; Lorsque le format de ces manifestations l'exige

Article 17 – Moyens renforçant l'action de la police municipale

Compte tenu du diagnostic préalable de sûreté et de sécurité des problématiques et des compétences respectives des forces de sécurité de l'Etat et de la police municipale, le maire d'Ollioules précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants :

- 2 patrouilles de VTT ;
- Véhicule de transport d'animaux divagants et capture ;
- Moyens radio dans le cadre du réseau TETRA communs aux villes de TPM ;
- Extension du parc de vidéo surveillance sur le territoire de la commune.

Article 18 – Formation de la Police Municipale

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'Etat qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

En partenariat avec la Maison de la Sécurité Routière du Var et le Pôle Sécurité Routière de la Préfecture du Var, la commune pourra former ses policiers municipaux à la sécurité routière selon les conditions suivantes :

- une formation initiale pour tous les nouveaux agents affectés à la police municipale,
- une formation continue dans le temps, à intervalle régulier et au minimum tous les deux ans, les policiers municipaux devront suivre un stage de formation continue.

Quant aux formations dispensées aux policiers municipaux pour le port d'armes, ils suivent les formations réglementaires prévues à cet effet : formations de procédure pénale, séances de tir, gestes et techniques d'interpellation.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 – Réalisation d'un rapport périodique

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'Etat et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet et au maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

Article 20 – Evaluation annuelle de la convention

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, lors d'une rencontre entre le préfet et le maire. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 21 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour **une durée de 3 ans, renouvelable par reconduction expresse**. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22 – Mise en œuvre de la convention

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire d'Ollioules et le préfet du Var, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

A Ollioules le

Robert BENEVENTI
Maire d'Ollioules

Evence RICHARD
Préfet du Var

Samuel FINIELZ
Procureur de la république près le Tribunal judiciaire de Toulon

Annexes

Annuaire confidentiel des contacts

Police Municipale :

Téléphones fixes :

04 94 30 41 22

04 94 30 41 23

Téléphones portables :

06 22 96 10 15 (Chef de service)

06 22 96 10 16 (Equipage)

06 11 39 98 27 (Maire adjoint délégué à la sécurité)

Police Nationale :

Commissariat central : 04 98 03 53 00 et 17

Commissariat de secteur Ollioules : 04 98 00 29 90

Commissariat de la Beaucaire : 04 94 24 70 10

Armement des policiers municipaux

La Police municipale est composée de 10 policiers municipaux armés et de 3 agents de surveillance de la voie publique.

Les 10 policiers municipaux :

- 1 arme de poing CZ.P07 catégorie B1°chambré pour le calibre 9x19(9mm) avec l'emploi exclusif de munitions de service à projectile expansif.
- 7 armes revolver Manurhin MR.88.D, de catégories B1° calibre 38 SP avec l'emploi exclusif de munitions à projectile expansif.
- 2 armes de catégories B8° bombes lacrymogènes 100ml et plus.
- 8 armes de catégories D2B bombes lacrymogènes <100ml.
- 8 armes de catégorie D2A bâton de défense
- 9 bâtons de défense télescopiques.

Matériels :

- 4 caméras piéton
- 5 P.V.E.
- Jumelles Prolaser

Envoyé en préfecture le 04/11/2022

Reçu en préfecture le 04/11/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20221031-D2022_10_4_12-CC